

HOROYA

REDACTION,
ADMINISTRATION
IMPRIMERIE
KONAKRY LUMUMBE
2^{ème} ETAGE
B. P. 341
TEL.: 51 50
CONAKRY
REPUBLIQUE
DE GUINÉE

Directeur politique :
LEGN MAKA

Directeur de publication :
IBOU TOUNKARA

Directeur :
FODE BERETE

SEPTIEME ANNEE 1967

N° 1161

VENDREDI 31 mars 1967

4 pages - 25 Francs

Le Président de la République à la conférence nationale administrative de Kankan

L'administration du P. D. G. doit être constamment

à la recherche des meilleures conditions de travail

pour le bonheur des masses populaires

A l'ouverture de la conférence nationale administrative de Kankan, le Chef de l'Etat a prononcé un important discours.

Il a stigmatisé le bureaucratisme, les féodalités et la bourgeoisie bureaucratiques qui demeurent incontestablement l'ennemi de toute administration révolutionnaire.

Nous commençons, aujourd'hui, la publication du texte intégral de ce discours du Secrétaire Général du Parti.

Camarades,

Je déclare ouverte la présente session de la conférence nationale administrative. Cette session comporte à son ordre du jour dix problèmes à étudier :

1 — Chaque gouverneur de région est invité à faire un exposé objectif de la situation financière de la région,

2 — A présenter un rapport sur l'exécution du budget local et des budgets annexes en particulier, les budgets d'arrondissements pour que la conférence ait une idée exacte du niveau d'exécution des prescriptions budgétaires pour l'exercice en cours,

3 — Chaque gouverneur présentera le bilan financier des unités autonomes et des coopératives fonctionnant dans sa région. Il est entendu que ce bilan sera suivi d'une étude appropriée pour indiquer les leçons tirées de l'expérience acquise et de projeter en même temps de nouvelles formes aux méthodes de travail dans le sens de l'élévation continue de nos unités de production et de nos coopératives,

4 — Chaque gouverneur présentera la situation scolaire actuelle de sa région avec indication :

a) — de l'effectif des maîtres et des classes par cycle,

b) — de l'effectif des élèves par classe de la première à la douzième.

5 — L'état récapitulatif de la Fonction Publique avec indicatif de l'effectif par catégorie et l'effectif des fonctionnaires relevant de chacun des budgets, singulièrement le budget général et le budget local.

6 — Chaque gouverneur indiquera, l'effectif global des travailleurs et par secteur.

7 — Le bilan exact de la production vivrière pour la dernière campagne agricole avec toutes les leçons que les activités multiples de nos frères paysans ont pu comporter.

8 — Chaque région présentera la situation actuelle des engins agricoles existant dans sa région et indiquera

les dispositions pratiques à prendre notamment en carburant, en pièces de rechange pour assurer à ces engins une totale rentabilité durant la prochaine campagne.

9 — Chaque gouverneur exposera le bilan ou l'état de la commercialisation et de l'évacuation des produits d'exportation.

Enfin le 10^{ème} point constitue les divers.

Il est entendu que chaque gouverneur pourra inscrire ultérieurement dans le chapitre divers, tout problème ou toute question qui, à ses yeux, mérite d'être évoqué devant la présente session en vue d'une étude collective.

Voilà l'ordre du jour.

Il est axé sur les tâches administratives et nous pensons que les camarades participant à la conférence se feront tous un devoir d'honnêteté d'indiquer les données exactes des différentes situations demandées et aussi d'apporter le fruit des expériences déjà acquises en vue d'accroître la somme de nos expériences.

La conférence est une conférence administrative, cela ne veut pas dire que ses préoccupations sont d'ordre administratif. Bien au contraire ; la conférence est administrative parce que les données qui constituent son ordre du jour ont un caractère technique et administratif, mais cet ordre du jour à travers l'étude objective qui en sera faite et les solutions appropriées qui découleront de cette étude se placent bien au centre des grandes préoccupations d'évolution rapide et harmonieuse de notre société. Par conséquent, cet ordre du jour reflète l'ensemble des préoccupations de la Révolution dans la meilleure destinée de notre pays.

Le gouverneur en Guinée est un homme politique. Il n'est pas un technicien. C'est un homme politique qui va de la politique à la technique, c'est à dire qui va du peuple

(Suite page 2)

RETOUR DU CHEF DE L'ETAT

Le Chef de l'Etat est rentré hier après-midi à Conakry au terme des travaux de la Conférence Nationale Administrative tenue à Kankan les 27, 28 et 29 mars 1967.

Rappelons que cette conférence administrative qui s'est tenue à Kankan sous la présidence du Chef de l'Etat comprenait le ministre d'Etat,

les ministres du développement économique, du commerce extérieur et des banques, de l'Economie Rurale, de l'Education Nationale, du Contrôle Financier, le Secrétaire d'Etat à la Présidence chargé de l'Intérieur et de la Sécurité, le Secrétaire Général du Gouvernement et les 29 gouverneurs des Régions administratives.

A LA CONFERENCE NATIONALE ADMINISTRATIVE DE KANKAN

(Suite de la première page)

à la meilleure acquisition des techniques pouvant lui permettre d'élever son taux d'efficacité dans sa contribution à l'oeuvre générale du peuple de Guinée. Et si nous insistons sur l'honnêteté dans l'étude collective, c'est parce que toutes fausses données pourraient modifier la réalité et nous amener soit à sous-estimer soit à sur-estimer la réalité et alors à nous engager dans l'impasse à travers des décisions qui n'auront aucun effet sur la modification radicale de la réalité, tel que l'exige la Révolution pour son progrès.

Il s'agit pour chacun de dire ce qui est vrai.

Le révolutionnaire, c'est l'homme qui se dit la vérité et qui dit la vérité aux autres, connaissant la vérité, la chérissant, la défendant il la respecte avec constance. Mais il ne s'en tient pas là, il cherche à la développer en vue de l'élargir.

Nous voulons donc que cette conférence, par sa qualité et son contenu, arrive à une meilleure qualification de la technique administrative de notre Etat.

Nous avons déjà expliqué la singularité du processus historique de notre pays, à savoir que le véritable constructeur de la nation et de l'Etat n'est autre chose que notre peuple lui-même ; et que l'instrument décisif de notre peuple pour maintenir son état d'unité, perfectionner ses méthodes de travail n'est également autre chose que le Parti Démocratique de Guinée qui est nous l'avons dit et répété, objet et sujet de l'histoire guinéenne, cerveau et artisan de la construction nationale, catalyseur de toutes les énergies que recèle notre peuple.

C'est par et dans le Parti que chacun de nous a la possibilité de se dépasser en se confondant avec les autres, en élargissant ses propres dimensions et en participant avec plus d'efficacité à la construction de l'avenir commun. Nous sommes donc une administration déjà politisée car elle part d'une grande centrale qui est le P.D.G., réalité politique et dont toute la philosophie est que tout doit partir du peuple, être réalisé par le peuple et revenir au peuple. Cela veut dire donc que l'administration, quelle que puisse être son importance, doit se considérer en tout état de cause comme un instrument au service des masses populaires pour chaque jour à travers une étude appropriée, et une action efficace, élargir la voie d'évolution au profit de ces masses jusqu'à la pleine et entière satisfaction de l'ensemble de nos besoins. Ainsi dans notre administration, plus l'on est haut placé, plus on est bas placé.

Cette unité dialectique ne doit pas être perdue de vue. Plus on s'élève dans notre administration, moins on est encore plus bas par rapport au peuple car l'élévation dont on tire fierté n'est que la signification de l'importance de la responsabilité que l'on assume pour le bonheur populaire, signifiant ainsi que cet homme est un des plus grands serviteurs de la cause de sa nation.

Cela nous amène à ne jamais nous départir d'un esprit réaliste, d'un esprit sincèrement révolutionnaire, qui ne veut pas que soient confondus le moyen avec la fin, la forme avec le fond des choses, mais que la part des choses soit toujours faite de manière à ce que la primauté et la prééminence dans tous les domaines reviennent au peuple, à la sauvegarde de sa personnalité, à la sauvegarde de ses intérêts.

Ainsi, temps et espace sont considérés comme majeurs de réalisation d'un vaste programme, programme également ininterrompu bien que se présentant sur des phases successives mais réquerant toujours plus d'énergie que la veille, plus d'engagement de la part de tous ceux qui se réclament de la Révolution guinéenne. **Nous disons donc que notre administration est une administration politique,**

une administration révolutionnaire. Elle ne peut pas accepter le piétinement, encore moins l'indifférence à l'égard des préoccupations du peuple, à l'égard de la situation du peuple, à l'égard de l'avenir du peuple.

L'ennemi de la Révolution nous l'avons dit : c'est la confusion. L'ennemi de l'administration révolutionnaire c'est le bureaucratisme qui, en une formule donnée n'est que le langage de la force. Le bureaucratisme c'est en somme de considérer le peuple comme un vulgaire instrument au service d'une administration omnipotente, omnisciente à qui reviendraient tous les pouvoirs et au peuple la charge d'exécuter les consignes, les charges.

La bureaucratie est donc un esprit, une mentalité, avant même d'être une méthode. Elle est aussi le réflét d'une forme d'aliénation politique.

L'homme ne voyant plus la partie réelle de son action sur l'évolution sociale de sa nation, mais se considérant en dehors de la nation, se permettant donc d'agir indépendamment de la volonté de l'intérêt du peuple.

La bureaucratie, c'est donc l'ennemi de toute administration révolutionnaire.

Nous avons toujours dit que ce qui compte pour nous, c'est la moralité des actes avant même leur régularité, que toutes nos lois toutes nos institutions jusqu'à la constitution de la République n'ont de valeur que dans la mesure où elles contribueraient encore à la sauvegarde des intérêts présents et à venir de notre peuple.

Mais qu'en aucun cas la loi, voire la constitution, ne saurait avoir la suprématie sur la volonté du peuple. Cela est donc clair. **Aucun texte administratif ne peut prévaloir sur les intérêts des populations d'une Région. La bureaucratie par contre, pense le contraire.** Elle pense à l'application automatique aveugle des faits sans tenir compte de la réalité humaine et de la portée politique de l'action administrative engagée.

(A suivre)

Programme de transport pour la période du retour des pèlerins Guinéens.

N° des Convois	Dates et Heures de départ de Djeddah	Dates et Heures d'arrivée à Conakry	N-bre Pèlerins
9	31-3-67 19 h 30	1-4-67 9 h	85
10	1-4-67 19 h 30	2-4-67 9 h	85
11	2-4-67 20 h 30	2-4-67 10 h	85
12	2-4-67 19 h 30	3-4-67 9 h	85
13	3-4-67 19 h 30	4-4-67 9 h	85
14	3-4-67 20 h 30	4-4-67 10 h	85
15	4-4-67 19 h 30	5-4-67 9 h	85
16	6-4-67 19 h 30	7-4-67 9 h	85
17	6-4-67 20 h 30	7-4-67 10 h	85
18	7-4-67 19 h 30	8-4-67 9 h	85
19	8-4-67 19 h 30	9-4-67 9 h	85
20	8-4-67 20 h 30	9-4-67 10 h	85
21	9-4-67 19 h 30	10-4-67 9 h	85
22	10-4-67 19 h 30	11-4-67 9 h	85
23	11-4-67 19 h 30	12-4-67 9 h	85
24	11-4-67 20 h 30	12-4-67 10 h	85
25	12-4-67 19 h 30	13-4-67 9 h	85
26	13-4-67 19 h 30	14-4-67 9 h	85
27	13-4-67 20 h 30	14-4-67 10 h	85
28	14-4-67 19 h 30	15-4-67 9 h	85
29	15-4-67 19 h 30	16-4-67 9 h	85
30	16-4-67 19 h 30	17-4-67 9 h	85

LA GUINEE - L'AFRIQUE - LE MONDE

M^{me} J. MARTIN AU SYMPOSIUM

(Suite de la page 4)

l'amitié, à la fraternité.

Par les différents exposés qui seront faits par les Amies Africaines vous comprendrez mieux notre vie, nos activités, nos soucis et nos joies.

A travers le rapport de Nina Popova, nous avons suivi la vie de la Soviétique d'hier et d'aujourd'hui et nous nous rendons compte des immenses efforts que vous, femmes Soviétiques, avez accomplis pour mériter la place que vous occuper en ce moment.

La Femme Africaine a connu les mêmes situations que la femme soviétique d'hier. Aujourd'hui, d'autres horizons de nouveaux horizons lui sont ouverts. Elle est pleine d'espoir. Elle sait qu'elle réussira, qu'elle doit réussir, que son propre libérateur sera d'abord elle-même. Elle doit se libérer des préjugés qui freinent son évolution.

Chères amies,

AU COMITE J.R.D.A.

DU 5^e

ARRONDISSEMENT

Le comité JRDA de la section du 5^e arrondissement s'est réuni mardi 28 mars 1967 en vue de la constitution de sa commission technique des Arts et culture.

A l'issue de cette réunion, le bureau exécutif suivant a été élu :

Président : M. Diallo Oumar ;

Vice-Président : M. Kéita Momo ;

Secrétaire Général : M. Damba Benoit ;

Secrétaire Générale Adjointe : Mme Conaté ;

Membres : M. Camara Abou ;

Magassouba Mohamed ;

Soumah Antonio

Kébé Mohamed

Camara Morlaye

Bangoura Joseph

Sow Kali Oury

Membres de droit : Bangoura Héla, du comité directeur ;

Camara Naby, membre du comité JRDA de la section ;

Mme Barry née Oumou Kénéma.

Cette commission technique sera chargée de coordonner toutes les activités des artistes durant les prochaines compétitions artistiques inter-sections de la fédération de Conakry II.

Nos grands-mères et mères nous ont appris, puisque l'histoire de notre Afrique d'hier se transmettait par les paroles, par les belles légendes qui reflétaient toujours le caractère de la société, nos grands-pères, et mères nous ont appris que les femmes africaines, sous nos empires et royaumes jouaient un grand rôle. Elles étaient des conseillères que les hommes ne manquaient jamais de consulter avant une bataille. Elles étaient les initiatrices, les éducatrices des enfants. Avec la domination étrangère, la vie de la femme africaine s'est considérablement modifiée. Esclave de l'esclave, elle ne participait pas à la vie publique. Son rôle devait se borner à avoir des enfants, les élever, s'occuper du ménage après les longues heures de travaux champêtres. Peu d'entre elles avaient la possibilité d'accéder à l'enseignement et c'était toujours de véritables drames dans les familles quand le chef de canton ou le commandant avait décidé d'envoyer la fille à l'école. Tenir des réunions publiques, y inviter les femmes à prendre la parole, quel scandale ! et où irait donc la société si les femmes africaines se mettaient à parler en public et de faire la politique.

Pendant d'éminents responsables syndicaux, de mouvements de masses ont compris dans l'attitude du colonisateur, toute l'importance de l'émancipation de la femme. Ils les ont aidées à s'organiser dans la clandestinité, les ont encouragées à envoyer leurs filles à l'école.

Les Femmes, dans beaucoup de nos Etats, ont effectivement participé à la lutte de libération. Dans certains pays, elles ont combattu et continuent encore de combattre les armes à la main. Avec l'indépendance nationale, d'autres changements fondamentaux sont venus une fois de plus modifier la vie de la femme africaine. Dans de nombreux pays de nouveaux droits leurs sont reconnus au même titre qu'aux hommes.

Les soeurs présentes à ce symposium, vous parleront tout à l'heure plus en détails de ces changements intervenus dans notre vie.

Nous pouvons affirmer que la femme africaine ne s'épanouit pleinement que dans l'indépendance nationale,

dans la liberté; c'est pourquoi notre organisation panafricaine accorde son soutien total aux frères et soeurs combattants d'Afrique pour la liberté, pour l'indépendance nationale. Pour nos soeurs d'Angola, d'Afrique du Sud, de Guinée Bissao, du Mozambique, de Rhodésie, du Sud Ouest Africain, c'est d'abord le droit à la vie, à la liberté, à l'indépendance.

Avec Nina Popova, nous sommes d'accord pour affirmer que l'indépendance et la liberté gagnées, la femme ne pourra jouer pleinement son rôle dans l'économie dans la science et dans la culture que si elle peut réaliser ses droits à l'enseignement, à l'éducation.

Notre Organisation attache une grande importance à l'éducation qui aide au développement de la conscience de la femme. Chaque année avec d'autres associations féminines, elle organise, dans ces buts, des stages de formation ou des séminaires éducatifs.

La conférence des Femmes Africaines, jeune organisation qui est seulement à sa 5^{ème} année, est confiante aux grandes capacités des femmes d'Afrique; l'exemple de ses aînées ici présentes lui donna courage et la stimule dans sa dure tâche pour la promotion féminine. Avec Madame Cotton notre grande Aînée, à qui va toute notre affection, notre admiration, nous disons : mères du monde entier, épouses du monde entier, soeurs du monde entier, nous qui donnons la vie, travaillons à humaniser l'humanité, travaillons mieux afin de pouvoir élever nos enfants dans le bonheur, dans un monde sans guerre. Pour l'amitié entre les femmes africaines et les femmes du monde entier.

Vive la Paix !

Vive le Comité des Femmes Soviétiques !

COMMUNIQUE

L'office National de la banane et des fruits de Guinée, informe les planteurs que les fruits déjà descendus à quai dont le chargement était prévu sur le BANADA du 24/25 qui a malheureusement eu un retard seront chargés sur le DRAME OUMAR. En conséquence, il demande de ne procéder à aucune nouvelle coupe pour ce dernier navire.

RÉUNION DE L'U. A. I. A. A TUNIS

La troisième assemblée générale de « l'Union des Agences Africaines d'Information » (U.A.I.A.) a été ouverte mercredi matin à Tunis en présence des représentants de dix-sept agences africaines (Algérie, Cameroun, Congo, Brazzaville, Congo-Kinshasa, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Kenya, Libéria, Libye, Mauritanie, Maroc, R.A.U., Tunisie, Angola (M.P.L.A.).

Rappelant que la création d'une Agence panafricaine d'information demeure « le souci permanent » de l'Union, le Président M. Bohamed Bouzid (Directeur de l'Algérie Presse Service a souligné qu'en dépit de sa jeunesse « l'U.A.I.A. a déjà atteint un certain nombre de ses objectifs et ce, après avoir surmonté beaucoup d'épreuves ».

L'U.A.I.A., a dit M. Bouzid, doit « démontrer au monde qu'elle peut sans sous-estimer ni sur-estimer ses forces et nos possibilités, réaliser la mission qu'elle s'est confiée qui consiste à diffuser par des moyens africains davantage de nouvelles africaines ». Il s'agit, devait-il affirmer de promouvoir en quelque sorte, la décolonisation de l'information africaine qui est l'une des conditions essentielles de la libération totale de notre continent et de sa victoire sur les forces acharnées à le maintenir sous sa coupe. Les responsables d'agences africaines ici présents, a-t-il poursuivi en sont conscients car l'on assiste encore à la persistance de la main-mise étrangère par le truchement des agences mondiales sur les moyens d'information en Afrique.

AVIS DE CONCOURS

Un concours pour le recrutement de dactylographes auxiliaires aura lieu à Conakry les 8, 9 et 10 mai 1967 à partir de 8 heures à l'Ecole Nationale de Secrétariat.

Les dossiers de candidature comprenant les pièces ci-après devant parvenir au Ministère de la Fonction Publique avant le 22 Avril 1967 terme de rigueur.

1^o - demande manuscrite

2^o - copie de l'acte de naissance ou jugement supplétif en tenant lieu

3^o - extrait du casier ju-

diciaire ayant moins de 3 mois de date

4^o - un certificat de visite et de contre-visite ayant moins de 3 mois de date.

Ce concours du niveau de la classe de 7^o comportera les épreuves suivantes :

1^o - dictée = durée 1h30

- Coefficient 2

2^o - rédaction = durée 2 h. - Coefficient 2

3^o - calcul = durée 1 h.

- Coefficient 1

4^o - formation civique

durée 1h30 Coef. 3

5^o - dactylographie, (vitesse, tableau, présentation)

Coef. 6

NOS TARIFS D'ABONNEMENTS

Pays	Soutien	Ordinaire		
		1 an	6 mois	3 mois
Guinée	12 000	6 000	3 500	2 000
Europe et autres pays Africains		15 000	8 000	4 000
U.S.A. Amérique Latine, U.R.S.S., Extrême-Orient et Asie		21 000	11 000	6 000

Nota : Tout le transport de journaux se fait exclusivement par voie aérienne en dehors du territoire national.

Nos règlements se font pour

L'Intérieur de la République de Guinée

par chèque barré ou

mandat à ordre adresse

L'Extérieur de la République

par virement à notre compte

C.C.P. N° 7770 ou 32-34-58 BCRG

HOROYA

ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE

COMPTE CHEQUES POSTAUX (C. C. P.) 7770
BANQUE CENTRALE R. GUINEE (B. C. R. G.) 32 - 34 - 58

DE LA CONSTITUTION D'UNE SOCIETE GUINEO - BULGARE D'ECONOMIE MIXTE

Une délégation gouvernementale bulgare de dix membres, conduite par M. Sava Chivarov, Ministre-adjoint des Forêts et Industries de bois a séjourné en Guinée du 22 février au 24 mars 1967.

Elle avait pour mission d'examiner et de négocier avec les autorités compétentes guinéennes les possibilités de constitution d'une société Guineo-Bulgare d'économie mixte en fixant comme objet :

- la création d'une base forestière à Gama d'une capacité d'exploitation de 100.000 à 300.000 m³ de bois par an dans une première étape.
- l'aménagement de l'axe routier N'Zérékoré-Thuno
- la création d'industries secondaires pour le traitement et la valorisation des sous-produits du bois.

Des séances de travail ont réuni dans la salle de conférence du Ministère du Développement économique, la délégation bulgare à laquelle se sont joints leurs Excellences MM. l'Ambassadeur et Conseiller Commercial de la Bulgarie à Conakry et la délégation guinéenne par le Ministre des Transports ainsi que leurs collaborateurs.

Par la suite, la délégation bulgare s'est rendue dans la Région administrative de N'Zérékoré où elle a pu avec le concours des autorités locales visiter successivement

LE PRESIDENT DE L'USPA :

LE Dr. BANDA TRAHIT L'AFRIQUE.

Le traité commercial signé entre le Malawi et la République sud africaine est en fait un défi ouvert fait à l'organisation de l'Unité africaine dont le Malawi est membre et notamment affirmé M. Ben Sedik Président de l'U.S.P.A. à son arrivée mercredi à Brazzaville où il assiste au congrès de la Confédération Syndicale Congolaise.

Il a ajouté : c'est aussi une trahison envers la liberté et la dignité humaine car le Président Hastings Banda reconnaît non seulement le régime d'apartheid, mais intensifie encore l'oppression de nos frères africains par une minorité de colons blancs.

les Arrondissements de Lola et Gama, les Forêts de Gama, Piné, Tounkata et Diéké ainsi que les installations de la Lamco à Nimba et Buchanan.

De retour à Conakry les deux délégations se sont retrouvées pour discuter du projet d'accord bulgare relatif à la création et à l'activité de la Société.

D'un commun accord, les deux parties sont convenues de poursuivre la mise au point de l'accord et de prévoir la signature du document à Sofia dans les meilleurs délais.

Avant son départ le 24 mars pour Sofia, la délégation bulgare a assisté à une réception organisée à son intention par le camarade Ismaël Touré, Ministre du Développement économique.

LE CAIRE L'ARRIVEE EN VISITE D'AMITIE DU PRESIDENT MAURITANIE EN R. A. U.

Venant d'Alger, le Président Mokhtar Ould Daddah, de Mauritanie est arrivé lundi au Caire pour une visite officielle en République Arabe-Unie.

Au cours d'un banquet offert le soir en son honneur par le Président Nasser, le Président mauritanien a lancé un appel aux pays africains afin qu'ils coordonnent leurs efforts face à l'impérialisme et la discrimination raciale sur le continent.

Il a exprimé ensuite le souhait de voir s'étendre les relations entre le Caire et Nouakchott pour répondre aux besoins de la Mauritanie. Le Président Mokhtar Ould Daddah a affirmé en outre la détermination de son pays de participer activement au projet de coopération économique du Maghreb arabe, ainsi qu'au groupement économique des pays de l'ouest africain.

Les entretiens entre les deux chefs d'Etat ont commencé mardi matin.

Le chef d'Etat mauritanien a consacré l'après-midi à une visite du Musée des Antiquités au Caire.

Mme JEANNE MARTIN CISSE, SECRETAIRE GENERALE
DE LA C. F. A. AU SYMPOSIUM DE MOSCOU :

LA FEMME AFRICAINE SE LIBERERA D'ELLE-MEME EN BRISANT TOUS LES PREJUGES QUI FREINENT SON EVOLUTION

Nous publions ci-dessous l'intervention faite par Mme Jeanne Martin Cissé, secrétaire générale de la Conférence des Femmes Africaines au Symposium de Moscou-Symposium organisé, rappelons-le, à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes.

*Mères du monde entier,
Epouses, soeurs du monde entier,*

Les membres de la Conférence des Femmes Africaines vous disent : BONNE FETE.

Elles souhaitent à toutes : bonheur, paix, liberté.

A vous chères Hôtes, chères Femmes Soviétiques vous qui avez voulu leur faire partager votre joie en les invitant à venir célébrer avec vous cette journée historique de la Femme qui coïncide cette année avec le 50^e Anniversaire de votre Révolution, elles adressent leurs félicitations et leurs meilleurs vœux de bonheur. Elles vous disent merci pour

la chaleur de l'accueil qui leur est réservé.

Chères amies Soviétiques, A travers les visites de votre ville de Moscou, à travers les différents exposés qui nous ont été faits, nous avons apprécié la place de choix qui vous est faite dans votre société. La visite du Palais des Pionniers, l'émouvant spectacle offert par les enfants de Moscou nous a permis également d'apprécier les possibilités ouvertes aux enfants placés dans des conditions adéquates de plein épanouissement, de bonheur, de joie et de paix. En voyant évoluer les Pionniers de Moscou, en écoutant leurs paroles si simples et si touchantes, notre pensée va tout naturellement aux milliers d'enfants africains, à ceux du Moyen Orient, d'Aden, d'Amérique latine, d'Espagne, à tous ceux d'entre eux qui sont privés de cette joie.

Notre pensée va aux vaillants peuples combattants d'Afrique, aux héroïques mères et soeurs d'Angola, de Guinée Bissao, de Mozambique, d'Afrique du Sud, de Rhodésie. Elle va aux pauvres enfants de ces pays qui souffrent encore de la domination étrangère, de la brimade, de l'injustice, de la faim, de la maladie, de la

misère, de la guerre coloniale. A l'occasion de la célébration de la Journée de la Femme, nous souhaitons à tous ceux-là qui souffrent : paix, indépendance nationale, justice, égalité, bonheur.

Aux enfants du Vietnam du Nord comme du Sud, aux héroïques Femmes Vietnamiennes, nous formulons le vœu ardent que cesse dans les meilleurs délais la guerre d'agression afin que ces pays retrouvent la paix et qu'ils puissent continuer la belle oeuvre de reconstruction nationale à laquelle travaille tout le peuple malgré les bombes, malgré les escalades.

Nous formulons le vœu que tous les enfants du monde entier puissent grandir dans le bonheur et la paix.

Chères amies, participantes au Symposium.

La Conférence des Femmes Africaines, composée par les Organisations de 29 pays du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest Africain, travaille à l'Unité des Femmes du Continent. Par de fréquentes rencontres, des séminaires, des cycles d'études, les échanges de délégations, la Conférence des Femmes Africaines favorise la compréhension, prélude à

(Suite page 3)

O.N.U.

REUNION DU COMITE DES 24 SUR LA DECOLONISATION

Le comité des 24 sur la décolonisation des Nations-Unies vient de discuter, entre autres sujets, du sort de six possessions britanniques dans la mer des Caraïbes.

Depuis presque deux cents ans les colonialistes britanniques y font les maîtres.

Les jours où le Comité des 24 a commencé la discussion, pour le moins désagréable aux colonialistes anglais, les autorités britanniques ont déclaré leur décision d'octroyer aux territoires se trouvant dans la mer des Caraïbes le statut des Etats « associés » au Royaume uni. Cette « association » a été représentée comme une sorte d'indépendance des territoires insulaires.

Mais que représente cette « indépendance » ? On peut en juger d'après le fait que les principaux attributs de toute souveraineté, tels que la défense et la politique extérieure, sont officiellement élimi-

nés de la compétence des Etats « associés » et sont du ressort exclusif de Londres.

Le chef du pouvoir exécutif de chacun de ces territoires, à l'exception de l'île Anguilla, sera nommé par la Grande-Bretagne. Si l'on ajoute à cela que les bases militaires britanniques seront maintenues sur les îles et que la Grande-Bretagne comme par le passé, dirigera toute leur économie, le tableau de « l'indépendance » sera absolument net.

Le comité des 24 a condamné par la majorité écrasante des voix (seuls les représentants des USA et d'Australie sont venus en aide aux colonialistes britanniques) ce sale jeu. La résolution adoptée confirme ces six territoires situés dans les Caraïbes restent colonies anglaises et que, par conséquent, la disposition de la déclaration de l'ONU est complètement applicable à leur égard.